

De : Jean-Jacques GHIGONETTI <jeanjacquesghigonetti@gmail.com>
Envoyé : samedi 12 avril 2025 12:16
À : Consultation publique SFL <consultation.publique.sfl@lithiumdefrance.com>
Cc : hilbert.cjc@gmail.com <hilbert.cjc@gmail.com>
Objet : Réponse à votre lettre du 10/04

****VIGILANCE**** : Cet email provient d'une personne extérieure à LITHIUM DE France : ne cliquez pas sur les liens et n'ouvrez pas les pièces jointes, ne répondez pas à moins de reconnaître l'expéditeur et de savoir que le contenu est sûr.

À l'attention de L2F,

Pour donner suite à la lecture de votre courrier daté du 10 avril, déposé dans nos boîtes aux lettres ce jour – un courrier charmant en apparence, mais rempli d'annonces et de bonnes intentions trop souvent bafouées – je me permets de vous faire part de mon avis, à la fois sur son contenu et sur la manière dont le projet a été conduit jusqu'à présent.

1) Une communication de départ défailante

Il aurait été possible d'instaurer un dialogue plus apaisé si, dès le départ, L2F avait adopté une attitude plus claire, plus transparente et plus précise. Plus on lit votre dossier, plus on y découvre des éléments qui donnent la désagréable impression d'un projet ficelé en catimini. Je vous invite, à ce titre, à prendre connaissance de la contribution n°87 qui a été déposée le 16 mars, au lendemain de la réunion du 14 mars – à laquelle j'ai pu assister de justesse, contrairement à d'autres qui n'en ont pas eu la possibilité.

Votre stratégie semble avoir reposé sur une faible mobilisation citoyenne. Or, cette sous-estimation s'est retournée contre vous, déclenchant une prise de conscience soudaine et une indignation légitime. Le mot "concitoyens" se compose de deux termes : "con" et "citoyens". Il aurait été judicieux de ne pas nous considérer comme le premier.

2) Le déroulé de la réunion du 14 mars

Présent lors de cette réunion, je peux attester de la tension ambiante. Cependant, poser des questions pertinentes et n'obtenir en retour que des réponses vagues, incomplètes, voire hors sujet, ne constitue en rien une menace. La réunion s'est achevée dans le calme, à l'initiative du commissaire enquêteur. Le public a quitté les lieux paisiblement, exprimant son désaccord par des pancartes et dans l'attente d'une concertation constructive à venir.

3) Un revirement de posture qui interroge

Aujourd'hui, vous tentez de redorer votre image à travers un ton paternaliste, en évoquant des menaces de poursuites pénales à l'encontre des opposants – pourtant non concernés – tout en vous présentant comme des défenseurs exemplaires de la procédure. Il est regrettable que vous n'ayez pas eu cette même ardeur à communiquer clairement dès le début sur l'ensemble du projet, tel qu'il est réellement (et qui reste encore flou à ce jour). Une véritable volonté de concertation aurait pu éviter ce climat délétère. Oui, le projet à cet emplacement aurait sans doute été contesté malgré tout vu l'environnement humain et tous les risques encourus, mais dans un cadre plus serein et constructif, car si votre demande avait été complète et respectueuse des obligations de mentionner des solutions alternatives de sites comme le souligne L'AE dans son avis, cette confrontation aurait pu être évitée en choisissant un autre site moins sensible.

4) Sur la question des prétendues menaces

Je condamne toute forme de violence verbale ou physique gratuite. Cela étant dit, lorsqu'un représentant de L2F tient des propos mensongers avérés, le qualifier de menteur n'est pas une menace, mais un constat. Présenter certains intervenants de L2F comme victimes de menaces précises me semble démesuré, surtout au vu des 300 personnes et témoins présentes, entassées